

# CÔTE D'IVOIRE



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 322 460 km<sup>2</sup>

Population : 26,4 millions d'habitants

Densité : 81,8 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 2,5 %

Part de la population urbaine : 51,7 %

## Économie

Notation de la dette souveraine (Fitch, 2021) : BB-

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2020 : 162<sup>e</sup>/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2020) : 3,6

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020), base 100 en 2010) : 97 (95,4 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Risque de surendettement : modéré

PIB par habitant (2020) : 2 326 dollars

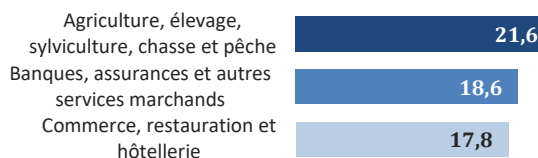
Taux de croissance (2020) : 1,8 %

Inflation (2020) : 2,4 %

PIB (2020) : 35 125 milliards de francs CFA

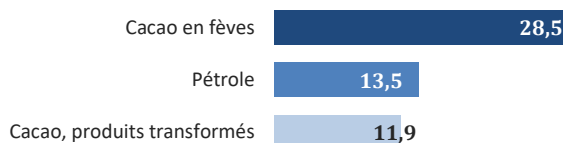
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



## Développement humain et infrastructures



**57,8 ans**

Espérance de vie



**28,2 %**

Population sous le seuil de pauvreté



**70,9 %**

Accès à l'eau potable



**7,9 %**

Mortalité infantile



**41,5**

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



**68,6 %**

Accès à l'électricité



**21,6 %**

Malnutrition infantile



**47,2 %**

Alphabétisation des adultes



**152,0**

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



**151/191**

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



**41 %**

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



**44,6 %**

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

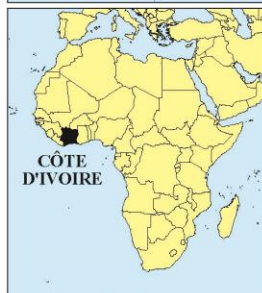
## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Capitale d'État (plus de 200 000 hab.)</li> <li>□ Capitale administrative (plus de 4 000 000 hab.)</li> <li>● Plus de 500 000 hab.</li> <li>● Plus de 200 000 hab.</li> <li>● Plus de 100 000 hab.</li> <li>● Plus de 50 000 hab.</li> <li>● Plus de 20 000 hab.</li> <li>● Autre ville ou localité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Limite de district</li> <li>LACS Nom de district</li> <li><b>Daloa</b> Chef-lieu de district</li> <li>ABIDJAN et YAMOUSSOUKRO sont des districts autonomes</li> <li>— Limite de région</li> <li>MARAHOUÉ Nom de région</li> <li>Aboisso Chef-lieu de région</li> <li>BAKOUE Groupe ethnique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Autoroute</li> <li>— Route principale</li> <li>— Autre route</li> <li>- - - Piste</li> <li>— Voie ferrée</li> <li>✈️ + Aéroport, aérodrome</li> <li>⤴️ ⤵️ Barrage, chute</li> <li>▭ Parc national ou réserve</li> </ul>
---	---	--

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, direction des Archives (pôle géographique) © Janvier 2016



## Faits saillants

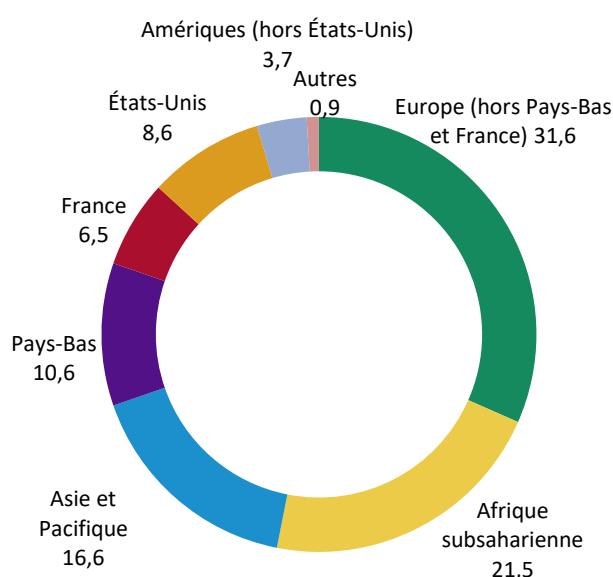
- **La Côte d'Ivoire a réussi à maintenir un taux de croissance positif, à 1,8 %, en 2020, montrant ainsi sa résilience face à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19.** Ce taux est cependant en forte baisse par rapport à la décennie précédente et n'a pas permis d'empêcher une contraction du PIB par habitant. Un rebond de l'activité de 6,5 % est attendu pour 2021.
- **Les conséquences de la crise sanitaire et les politiques contracycliques mises en place ont entraîné une détérioration des comptes publics, avec un déficit budgétaire de 5,6 % du PIB et une dette publique atteignant 47,8 % du PIB,** un niveau relativement peu élevé mais en hausse rapide sur les dernières années. Le risque de surendettement est jugé modéré par le Fonds monétaire international (FMI) et le pays a conservé un accès aux marchés internationaux en des termes favorables en 2020 et 2021. Cette dynamique de l'endettement pourrait cependant peser sur la mise en place du prochain plan national de développement 2021-2025.
- **La tenue des élections présidentielles en 2020 et la réélection d'Alassane Ouattara n'ont pas été accompagnées d'instabilité économique, malgré les fortes tensions qui ont précédé le scrutin.** En 2021, le climat relativement apaisé dans lequel se sont déroulées les élections législatives et le retour en Côte d'Ivoire de l'ancien président Laurent Gbagbo, conjugué aux efforts des autorités pour renforcer la gouvernance et lutter contre la corruption, renvoient aux investisseurs internationaux une image plutôt favorable. La situation sécuritaire demeure cependant préoccupante, tant à cause d'un niveau de criminalité important qu'en raison d'un risque accru d'actes terroristes dans les régions frontalières avec le Mali et le Burkina Faso.
- **Outre la diversification de son secteur productif, les principaux défis de la Côte d'Ivoire portent sur les dimensions sociale et humaine du développement.** Les indicateurs sociaux sont globalement en deçà de ceux de pays ayant un niveau de revenu par habitant comparable, et la forte croissance du pays entre 2010 et 2019 ne s'est pas accompagnée d'une baisse de la pauvreté ni d'une réduction des inégalités aussi fortes qu'espéré.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

**L'économie ivoirienne est l'une des plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest et du continent.** Le PIB réel a crû chaque année de 6,2 % en moyenne entre 2010 et 2020, ce qui correspond à une augmentation de 82 % sur la période. Cette performance est la deuxième plus élevée de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la première de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la quatrième en Afrique subsaharienne (ASS). Le secteur primaire continue de représenter plus de 20 % de l'activité (sur la période 2016-2020), tandis que la part du secteur tertiaire s'élève à plus de 60 %, celui-ci étant dominé par le commerce, l'hôtellerie et la restauration ainsi que par les banques, assurances et autres services marchands (chacun comptant pour environ 18 % du PIB). Les industries et l'artisanat, pour leur part, représentent à peine 16 % du PIB et cette part a très peu varié depuis 2010.

### Destinations des exportations de la Côte d'Ivoire (2015-2019)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

**La croissance de la dernière décennie a donné lieu à de réels progrès sur le plan social, mais les défis demeurent nombreux.**

Selon le FMI, la pauvreté a fortement baissé, pour passer de 55 % en 2011 à 39,4 % en 2018 (selon le seuil national de pauvreté). Il en va de même pour la pauvreté extrême, qui a diminué de 16,3 % en 2015 à 11,6 % en 2018. D'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), entre 2008 et 2018, 28,2 % de la population vivait avec moins de 1,9 dollar par jour. L'indice de développement humain (IDH) du PNUD a augmenté de 0,07 point entre 2010 et 2019, pour atteindre une valeur de 0,54, soit la quatrième hausse la plus importante en ASS. Celui-ci demeure cependant faible, la Côte d'Ivoire se classant au 162<sup>e</sup> rang mondial (sur 189). Le pays pâtit notamment d'une faible espérance de vie (57,8 ans), d'une mortalité infantile importante (7,9 %) et d'une forte prévalence de l'analphabétisme parmi les adultes (52,8 %). En outre, d'après l'Organisation internationale du travail (OIT), 89 % des emplois font partie de l'économie informelle, et presque un enfant sur cinq travaille.

**L'économie ivoirienne demeure fortement dépendante des matières premières agricoles.** Le pays est ainsi le premier producteur mondial de cacao et d'anacarde, et 40 % de la population occupe un emploi agricole. En outre, le cacao représente autour de 40 % des exportations du pays, sous forme de fève (pour plus des deux tiers) ou transformé. Mais le pays ne bénéficie pas de toute la valeur ajoutée de ces filières en raison du faible taux de transformation de ces produits agricoles. Selon l'Atlas de la complexité économique<sup>1</sup>, le secteur productif ivoirien est moins diversifié que ce qui est prédit par le niveau de revenu du pays, et sa diversification est même en déclin sur les trois dernières décennies.

**Les exportations sont elles aussi peu diversifiées et l'intégration commerciale régionale demeure limitée.**

**Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Côte d'Ivoire**

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XOF) par kilogramme)

	2018-2019	2019-2020	2020-2021
<b>Cacao</b>	<b>2 113,2</b>	<b>2 235,0</b>	<b>2 050,0</b>
<b>Prix indicatif d'achat</b>	<b>750,0</b>	<b>825,0</b>	<b>1 000,0</b>
<b>Café</b>	<b>123,9</b>	<b>94,2</b>	<b>84,7</b>
<b>Prix moyen d'achat aux producteurs</b>	<b>700,0</b>	<b>700,0</b>	<b>550,0</b>
<b>Coton-graine</b>	<b>387,0</b>	<b>482,4</b>	<b>493,1</b>
<b>Prix d'achat aux producteurs</b>	<b>265,0</b>	<b>300,0</b>	<b>300,0</b>
<b>Anacarde</b>	<b>761,3</b>	<b>634,6</b>	<b>902,0</b>
<b>Prix d'achat aux producteurs</b>	<b>500,0</b>	<b>375,0</b>	<b>400,0</b>
<b>Maïs</b>	<b>1 055,0</b>	<b>1 102,4</b>	<b>1 127,8</b>
<b>Riz paddy</b>	<b>2 006,8</b>	<b>1 884,0</b>	<b>1 846,3</b>
<b>Manioc</b>	<b>5 608,0</b>	<b>5 877,2</b>	<b>6 041,7</b>
<b>Igname</b>	<b>7 391,1</b>	<b>7 450,5</b>	<b>7 718,7</b>

**Principales productions extractives de la Côte d'Ivoire**

	2018	2019	2020
<b>Pétrole (milliers de barils)</b>	<b>11 784,6</b>	<b>13 194,0</b>	<b>10 778,0</b>
<b>Or (tonnes)</b>	<b>24,5</b>	<b>32,6</b>	<b>33,5</b>

Sources : BCEAO et administrations nationales.

Selon les données de la base pour l'analyse du commerce international (BACI) pour la période 2015-2019, 49 % des exportations sont à destination de l'Europe (dont 6 % vers la France), et l'UEMOA représente seulement 10,5 % du total. Sur la même période, neuf des dix premiers produits d'exportation sont des produits agricoles ou des matières premières issues du secteur extractif.

**CONJONCTURE ET PRÉVISIONS**

**Le taux de croissance de l'économie ivoirienne a fortement chuté, pour atteindre 1,8 % en 2020 (- 4,4 points de pourcentage [pp] par rapport à 2019), entraînant une baisse de 0,6 % du PIB par habitant (d'après les données FMI).** Ces résultats sont une conséquence directe des effets de la pandémie de Covid-19, et notamment de la baisse de la demande mondiale (les exportations ont chuté de 7,6 % en valeur). Ainsi, le secteur extérieur a fortement pesé sur le ralentissement de la croissance, avec une contribution de - 1,2 point, tout comme la consommation privée (- 0,8 point), du fait des restrictions sanitaires mises en place, qui ont particulièrement affecté les ménages vulnérables ainsi que l'activité du secteur informel. Prenant le relais de la consommation privée,

<sup>1</sup> <https://atlas.cid.harvard.edu/countries/44>

l'investissement a été le principal moteur de la croissance en 2020 (avec une contribution de 2,3 points). Du côté de l'offre, le secteur secondaire, habituellement contributeur substantiel, a eu un faible apport (0,4 point), tandis que le secteur tertiaire a été le principal contributeur (1,6 point). Le secteur primaire a quant à lui ralenti la croissance (-0,2 point) du fait d'un repli des productions de cacao, de café et de pétrole, notamment.

**Le maintien d'un taux de croissance positif en 2020 est le résultat des effets positifs des mesures d'urgence mises en place par l'État et par la Banque centrale, avec le soutien des institutions financières internationales.** Les mesures gouvernementales (2,6 % du PIB selon le FMI<sup>2</sup>) se sont traduites par une hausse des dépenses de santé, un soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) ainsi qu'à celles qui font face à des problèmes de liquidités, particulièrement dans les secteurs des transports, de la santé et de l'agriculture. Elle se sont aussi traduites par un élargissement des filets sociaux pour protéger les plus vulnérables. Le report de certaines obligations fiscales a également été proposé aux entreprises, et des incitations fiscales ont soutenu des secteurs prioritaires (santé, transports et tourisme). Par ailleurs, la Côte d'Ivoire a bénéficié d'un décaissement de 886,2 millions de dollar au titre de la facilité rapide de crédit et de l'instrument de financement rapide du FMI, ainsi que du dernier décaissement au titre de la facilité élargie de crédit et du mécanisme élargi de crédit couvrant la période 2016-2020.

**D'après le FMI, l'activité devrait rebondir en 2021 (+ 6,5 %) puis converger vers son potentiel de croissance (+ 6,0 % par an) à l'horizon 2026.** Cette croissance devrait permettre au PIB par habitant de dépasser son niveau d'avant crise dès 2021, grâce à une hausse de 3,3 % sur cette année, même si elle demeurerait inférieure à la moyenne de 2010-2019 (3,9 %). À l'instar de ce qui est observé en ASS<sup>3</sup>, et malgré la résilience de l'économie ivoirienne, ce rebond ne compenserait pas les pertes engendrées par la crise, dont les effets seront durables sur le niveau de vie de la population.

**L'inflation a atteint 2,4 % en 2020, son plus haut niveau depuis 2013.** Cette hausse des prix résulte des pressions inflationnistes mondiales, et notamment de la hausse des prix alimentaires et du pétrole à partir du

## Activité économique et inflation en Côte d'Ivoire

(en %)

	2018	2019	2020	2021
<b>Variation annuelle du PIB</b>	6,9	6,2	1,8	6,5
<b>Inflation</b> (en moyenne annuelle)	0,6	0,8	2,4	2,5

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BCEAO.

deuxième semestre. À l'image des autres pays de l'UEMOA, l'inflation demeure cependant très en deçà de la moyenne en ASS (10,3 % en 2020, d'après le FMI), en raison notamment de l'ancrage de la monnaie à l'euro.

**Le solde des transactions courantes s'est fortement dégradé en 2020 (- 402 milliards de francs CFA), pour atteindre - 3,4 % du PIB.** Le solde de la balance des biens et services s'est détérioré (- 25,0 % par rapport à 2019) mais est resté positif, car si la hausse des exportations d'or et d'anacarde n'a pas suffi à compenser la baisse des exportations de cacao (- 5,5 %) et surtout de pétrole (- 34,6 %), les importations se sont contractées de 5,6 %. Les soldes des balances des revenus primaires (- 20,6 %) et secondaires (- 19,2 %) se sont quant à eux fortement dégradés, malgré la forte résilience des transferts de fonds des migrants (en hausse de 4,9 %, à 120,7 milliards de francs CFA). Le solde global a progressé en 2020 (+ 34,5 %, à 1,8 % du PIB) grâce à l'amélioration du compte de capital (+ 68,2 %) et de celle du compte financier (+ 42,3 %, la baisse des investissements directs étant compensée par la très forte hausse des investissements de portefeuille).

**Le déficit budgétaire (base engagements, dons compris) s'est lui aussi creusé, pour atteindre 5,6 % du PIB en 2020, contre 2,3 % en 2019.** Cette dégradation du solde budgétaire est une conséquence de la mise en œuvre de la politique budgétaire contracyclique pour faire face à la crise et soutenir l'économie, notamment dans le secteur de la santé. Si les recettes budgétaires ont peu varié (+ 4,4 %), les dépenses courantes (+ 18,4 %) et plus encore les dépenses en capital (+ 30,1 %) ont fortement augmenté et ont permis de soutenir la croissance. Le déficit a été couvert par une hausse des financements bancaires (+ 361,5 %) et des financements extérieurs nets (+ 121,5 %). L'un des défis de la Côte d'Ivoire demeure de renforcer la mobilisation des recettes budgétaires, par la poursuite des

<sup>2</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#C>

<sup>3</sup> Cf. FMI (2021), Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, octobre (fig. 9, p. 7). <https://www.imf.org/fr/Publications/>

réformes visant à réduire les exonérations et à moderniser les administrations fiscale et douanière. Avec un ratio de recettes fiscales sur PIB de 11,6 % sur les cinq dernières années, la Côte d'Ivoire se situe en deçà de la moyenne des pays de l'UEMOA sur la même période (12,8 %).

**Conséquence de la politique budgétaire contracyclique, la dette publique a augmenté de 3 502 milliards de francs CFA en 2020 et représente 47,8 % du PIB (+ 9,1 pp sur un an, + 14,3 sur trois ans).** Le paiement des intérêts sur la dette représente 12,6 % des recettes et dons de l'État. Le niveau de la dette publique demeure inférieur à la moyenne de l'ASS (57,3 % en 2020, d'après le FMI) et le pays dispose d'un accès aux marchés internationaux. La Côte d'Ivoire a ainsi réussi à émettre des euro-obligations pour 1 milliard d'euros en novembre 2020, au taux historiquement bas de 5 % et pour une maturité proche de dix ans, puis 850 millions d'euros en février 2021 à un taux de 4,3 %, pour une maturité similaire. L'analyse de soutenabilité de la dette réalisée par le FMI en juillet 2021 (prenant en compte les entreprises publiques garanties par l'État) indique un risque de surendettement modéré.

**La crise a pesé sur l'activité du système bancaire mais celui-ci s'est montré résilient, en partie grâce aux mesures mises en place par la BCEAO.** Le total des produits bancaires a chuté de 25,5 % en 2020, dans une proportion moindre que les charges (- 45,9 %), ce qui a permis une hausse du résultat brut d'exploitation (+ 16,3 %) et du résultat net (+ 13,0 %). Les crédits ont augmenté de 12,7 % et leur qualité s'est maintenue, le taux brut de créance en souffrances ayant diminué de 0,2 pp, à 8,7 %. Ces résultats ont été rendus possibles par les mesures visant à assurer le financement de l'économie, mises en place par la BCEAO. Ces mesures ont permis aux banques de conserver un accès à la liquidité, notamment par une baisse du taux d'intérêt de 50 points de base et par des mesures élargissant le périmètre du collatéral éligible pour les banques commerciales. La BCEAO a également encouragé ces dernières à reporter les remboursements de prêts des clients solvables en difficulté, sans que ces reports n'apparaissent comme des prêts non performants. En outre, la BCEAO a décidé d'étendre d'un an le délai de la transition vers l'adoption de Bâle III, afin de permettre aux banques de reconstruire leurs réserves de fonds propres. Les règles prudentielles et comptables n'ont en revanche pas été modifiées.

## ENJEUX ET DÉFIS

**Les défis auxquels fait face la Côte d'Ivoire sont exacerbés par les répercussions économiques de la pandémie de Covid-19.** Si l'économie ivoirienne a conservé un taux de croissance positif, et a donc limité la chute du PIB par habitant, le ralentissement de la croissance aura des effets durables sur les revenus des personnes les plus vulnérables et sur le capital humain d'une partie de la population. D'après l'Unesco, les écoles du pays ont été fermées pendant 12,9 semaines en 2020 : si cette durée est l'une des plus faibles d'Afrique de l'Ouest et d'ASS, de nombreux écoliers souffriront néanmoins des conséquences de cette fermeture tout au long de leur vie, notamment ceux qui ont été éloignés de l'école durablement, voire de façon irréversible, les faisant prendre part à une activité économique (le travail des enfants touche environ 20 % d'entre eux en Côte d'Ivoire, selon l'OIT). La productivité à long terme pourrait ainsi souffrir des répercussions de la pandémie.

**L'épreuve de la pandémie de Covid-19 a permis de mesurer les efforts entrepris depuis plusieurs années pour améliorer le système de santé ivoirien, mais aussi de révéler ses faiblesses persistantes.** Depuis la mise en œuvre du premier plan national de développement sanitaire en 2011, de nombreuses infrastructures ont été mises aux normes ou réhabilitées (10 hôpitaux généraux, 22 centres hospitaliers, 233 centres de santé). Le budget de la santé a été augmenté de 70 % en 12 ans, et une couverture maladie universelle a été mise en place en 2019, permettant aux populations les plus défavorisées d'avoir accès aux soins de base. Mais la Côte d'Ivoire dépend fortement des importations pour les dispositifs médicaux ainsi que pour les médicaments, et les actions de prévention et la vaccination demeurent limitées. Le plan national de développement sanitaire 2021-2025 va poursuivre les efforts engagés pour développer le secteur de la santé avec notamment la construction et l'équipement d'un CHU, de centres hospitaliers régionaux et de pôles de spécialités.

**Si le maintien de taux de croissance élevés est une nécessité pour que la pauvreté recule, cette croissance doit être plus inclusive.** Bien que la Côte d'Ivoire affiche un revenu par habitant plus élevé que ses voisins, l'espérance de vie de ses habitants est inférieure à celle de certains des pays les moins avancés (PMA). Un récent rapport du FMI met en avant les retards en matière d'inclusion par rapport à des pays comparables et

insiste, notamment, sur la nécessité de continuer à améliorer le climat des affaires et la gouvernance, de réorienter les dépenses publiques et d'accroître la collecte des ressources fiscales, ainsi que d'augmenter la couverture des filets sociaux et des services publics. La hausse forte et durable des prix alimentaires et de l'énergie au deuxième semestre de 2020 est venue accroître les inégalités en frappant de manière disproportionnée les plus précaires, rendant plus impérieux encore les efforts en faveur d'une croissance plus inclusive.

**Du fait de son importance, le secteur agricole demeure un enjeu central, et notamment la filière du cacao.** La Côte d'Ivoire et le Ghana ont créé l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana (ICCI), organisation régionale ayant pour objectif d'approfondir la collaboration entre ces deux pays, qui représentent les deux-tiers de l'offre mondiale de cacao, y compris concernant la lutte contre le travail des enfants dans ce secteur. Le Ghana et la Côte d'Ivoire avaient déjà créé un mécanisme de compensation en 2019, appelé « différentiel de revenu décent », ayant pour but de verser une prime aux producteurs en cas de baisse des cours. Deux unités de transformation du cacao sont en cours de construction à San Pedro et à Abidjan, avec le soutien de coopérations chinoises (pour un montant de 330 millions d'euros). Des incitations fiscales sont mises en place pour encourager la transformation locale du cacao. La Côte d'Ivoire ambitionne de transformer 50 % du cacao qu'elle récolte à l'horizon 2025 (contre 28 % en 2020).

**Le plan de développement 2016-2020 arrivant à échéance, la sortie de la crise liée à la pandémie devrait donner lieu à une accélération des projets de développement.** Le plan national de développement 2021-2025, élaboré en 2020 avec l'appui technique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a pour objectif de réaliser la transformation économique et sociale nécessaire pour hisser la Côte d'Ivoire, à l'horizon 2030, au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Il fixe un objectif de croissance annuel du PIB de 7,7 %, qui doit être obtenu grâce à une hausse de l'investissement privé, de 14,4 % à 22,7 % du PIB, et un doublement du PIB par habitant à horizon 2030, permettant de faire chuter le taux de pauvreté à 30 % en 2025

(contre 39,4 % en 2018). Parmi les six piliers qui structurent ce plan, figurent le développement du secteur privé et de l'investissement, le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Les financements approuvés en 2020 ont avant tout visé à aider la Côte d'Ivoire à faire face à la crise liée à la pandémie.** Pour lutter contre la pandémie, outre les financements du FMI, la Côte d'Ivoire a pu bénéficier d'appuis budgétaires de l'Union européenne (UE) [22 millions d'euros], de la France (30 millions d'euros pour le secteur de la santé, 15 millions d'euros pour la filière coton), de la Banque mondiale (35 millions de dollars) et de la Banque africaine de développement (BAfD) [75 millions d'euros]. La Banque mondiale a en outre débloqué 40 millions de dollars, issus d'un projet de 200 millions d'appui au secteur de la santé, approuvé en 2019, et la France a apporté un appui de 6 millions d'euros à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire. Début mars 2020, avant la mise en place des restrictions, l'Agence française de développement (AFD) avait approuvé un prêt de 18,7 millions d'euros pour le financement de trois universités et écoles supérieures d'excellence. L'UE annonçait en juillet 2020 que l'« équipe Europe »<sup>4</sup> avait mobilisé un total de 150 milliards de francs CFA (soit 229 millions d'euros) pour soutenir le gouvernement ivoirien dans la lutte contre la pandémie.

**Plusieurs projets d'infrastructures ont reçu des financements en 2020.** La Banque mondiale a apporté 315 millions de dollars pour renforcer la gestion des déchets et la lutte contre les inondations. L'AFD a apporté 173 millions d'euros pour l'amélioration du réseau routier, la construction d'une ligne de bus ainsi que le renforcement des capacités de prévision météorologique. Le Trésor français a mobilisé 27 millions d'euros pour la construction de dix agoras sportives, et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a validé le financement de plusieurs projets : 45 millions d'euros pour des travaux d'assainissement, 12,4 millions pour des travaux de voirie à Abidjan et 53,3 millions pour les travaux de réhabilitation d'aéroports.

<sup>4</sup> [https://www.eeas.europa.eu/delegations/c%3B4te-di-voire/!%E2%80%99union-europ%C3%A9enne-et-ses-etats-membres-unis-dans-la-riposte-%C3%A0-la-pand%C3%A9mie\\_en](https://www.eeas.europa.eu/delegations/c%3B4te-di-voire/!%E2%80%99union-europ%C3%A9enne-et-ses-etats-membres-unis-dans-la-riposte-%C3%A0-la-pand%C3%A9mie_en)



**Les financements ont également appuyé le secteur de l'énergie, et plus particulièrement les efforts d'électrification.** Ainsi, 62,4 millions d'euros ont été approuvés par la BAfD pour augmenter la couverture du réseau électrique. Actuellement, en effet, 31,4 % de la population n'a pas accès à l'électricité, et les disparités régionales sont fortes. L'Allemagne a pu apporter 70 millions d'euros pour renforcer le secteur électrique et mettre en place des réformes dans le secteur des énergies renouvelables, et la Banque mondiale 62,9 millions en faveur du secteur de l'électricité.

**Enfin, dans le secteur de l'agriculture et de l'environnement, plusieurs projets ont été financés avec l'aide des partenaires.** La République de Corée a débloqué 1,3 millions de dollars pour le développement du secteur rizicole, et la Côte d'Ivoire a reçu un prêt de 9,2 millions d'euros de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO pour le développement des PME du secteur agricole. Les États-Unis ont apporté 4 millions de dollars pour lutter contre le problème récurrent du travail des enfants dans le secteur du cacao, en coordination avec le Ghana, et l'Allemagne 9 millions d'euros en appui aux petits agriculteurs. La Banque mondiale, quant à elle, a accordé un prêt de 200 millions d'euros pour favoriser les investissements dans les secteurs du cacao et de l'agroforesterie, ainsi que les énergies renouvelables, entre autres objectifs de développement durable.

## ANNEXE

### Côte d'Ivoire – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
<b>Ressources</b>	<b>36 835,2</b>	<b>39 406,5</b>	<b>41 845,8</b>	<b>42 193,2</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>29 955,0</b>	<b>32 222,3</b>	<b>34 298,9</b>	<b>35 124,6</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>6 880,2</b>	<b>7 184,2</b>	<b>7 546,9</b>	<b>7 068,6</b>
<b>Emplois</b>	<b>36 835,2</b>	<b>39 406,5</b>	<b>41 845,8</b>	<b>42 193,2</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>23 342,8</b>	<b>25 326,9</b>	<b>26 885,8</b>	<b>27 380,1</b>
Publique	3 045,0	3 299,9	3 468,7	3 693,1
Privée	20 297,8	22 027,0	23 417,0	23 687,0
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>6 027,5</b>	<b>6 835,1</b>	<b>6 879,9</b>	<b>7 344,3</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>7 464,8</b>	<b>7 244,4</b>	<b>8 080,2</b>	<b>7 468,8</b>
Épargne intérieure brute	6 612,2	6 895,4	7 413,1	7 744,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	584,7	60,2	533,2	400,2
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>20,1</b>	<b>21,2</b>	<b>20,1</b>	<b>20,9</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	7,4	6,9	6,2	1,8
Déflateur du PIB	- 1,8	0,6	0,2	0,6
Prix à la consommation, en moyenne	0,4	0,6	0,8	2,4

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Côte d'Ivoire – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
<b>Recettes et dons</b>	<b>4 523,4</b>	<b>4 764,1</b>	<b>5 158,4</b>	<b>5 289,2</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>4 257,3</b>	<b>4 517,9</b>	<b>4 883,5</b>	<b>5 095,9</b>
Recettes fiscales	3 458,1	3 651,1	3 972,3	4 149,2
Recettes non fiscales	596,5	635,6	678,1	739,9
<b>Dons</b>	<b>266,1</b>	<b>246,2</b>	<b>274,9</b>	<b>193,3</b>
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>5 521,8</b>	<b>5 708,3</b>	<b>5 943,9</b>	<b>7 255,1</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>5 521,8</b>	<b>5 708,3</b>	<b>5 943,9</b>	<b>7 255,1</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>3 697,4</b>	<b>3 858,6</b>	<b>4 149,8</b>	<b>4 912,7</b>
Traitements et salaires	1 512,3	1 621,9	1 703,0	1 828,1
Autres dépenses courantes	1 805,6	1 802,6	1 925,9	2 420,9
Intérêts	379,5	434,2	520,9	663,8
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>203,6</i>	<i>206,1</i>	<i>221,7</i>	<i>273,6</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>175,8</i>	<i>228,0</i>	<i>299,3</i>	<i>390,3</i>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 526,8</b>	<b>1 547,3</b>	<b>1 499,3</b>	<b>1 950,1</b>
Sur ressources intérieures	927,2	891,2	977,3	1 274,8
Sur ressources extérieures	599,6	656,1	521,9	675,3
<b>Dépenses des fonds spéciaux</b>	<b>297,6</b>	<b>302,4</b>	<b>294,8</b>	<b>392,2</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde global base engagements (hors dons)</b>	<b>- 1 264,5</b>	<b>- 1 190,4</b>	<b>- 1 060,4</b>	<b>- 2 159,1</b>
<b>Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup></b>	<b>- 998,4</b>	<b>- 944,2</b>	<b>- 785,5</b>	<b>- 1 965,9</b>
<b>Solde primaire de base <sup>b)</sup></b>	<b>12,2</b>	<b>202,2</b>	<b>277,3</b>	<b>- 427,8</b>
<b>Ajustement base caisse</b>	<b>- 76,2</b>	<b>- 53,1</b>	<b>- 11,2</b>	<b>0,0</b>
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	- 76,2	- 53,1	- 11,2	0,0
<b>Solde global base caisse (hors dons) <sup>c)</sup></b>	<b>- 1 340,6</b>	<b>- 1 243,5</b>	<b>- 1 071,5</b>	<b>- 2 159,1</b>
<b>Solde global base caisse (dons compris) <sup>c)</sup></b>	<b>- 1 074,5</b>	<b>- 997,3</b>	<b>- 796,6</b>	<b>- 1 965,9</b>
<b>Financement</b>	<b>1 074,5</b>	<b>997,3</b>	<b>796,6</b>	<b>1 956,7</b>
<b>Financement intérieur net</b>	<b>- 125,8</b>	<b>- 376,4</b>	<b>250,7</b>	<b>747,7</b>
Bancaire	65,9	- 233,6	220,4	1 017,1
Non bancaire	- 191,7	- 142,8	30,3	- 269,5
<b>Financement extérieur net</b>	<b>1 200,3</b>	<b>1 373,8</b>	<b>545,9</b>	<b>1 209,0</b>
<b>Ajustement statistique</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dette publique</b>	<b>10 045,1</b>	<b>11 607,8</b>	<b>13 300,2</b>	<b>16 802,3</b>
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	14,2	14,0	14,2	14,5
Dépenses courantes	12,3	12,0	12,1	14,0
Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup>	- 3,3	- 2,9	- 2,3	- 5,6
Dette publique	33,5	36,0	38,8	47,8

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Côte d'Ivoire – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 609,2</b>	<b>- 1 153,9</b>	<b>- 790,3</b>	<b>- 1 191,8</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>584,7</b>	<b>60,2</b>	<b>533,2</b>	<b>400,2</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>1 959,3</b>	<b>1 363,7</b>	<b>1 846,4</b>	<b>1 628,0</b>
Exportations de biens FOB	6 899,6	6 619,6	7 399,2	6 862,1
<i>dont : cacao en fèves</i>	<i>2 056,9</i>	<i>1 801,7</i>	<i>2 094,9</i>	<i>1 979,8</i>
<i>or</i>	<i>489,9</i>	<i>444,1</i>	<i>631,3</i>	<i>822,4</i>
<i>pétrole</i>	<i>805,7</i>	<i>951,6</i>	<i>1 201,7</i>	<i>785,7</i>
<i>cacao produits transformés</i>	<i>847,7</i>	<i>730,6</i>	<i>804,8</i>	<i>760,6</i>
<i>anacarde</i>	<i>606,5</i>	<i>585,7</i>	<i>428,2</i>	<i>503,0</i>
Importations de biens FOB	- 4 940,3	- 5 255,9	- 5 552,8	- 5 234,1
Importations de biens CAF	- 5 758,5	- 6 184,6	- 6 466,2	- 6 100,9
<i>dont : biens d'équipement</i>	<i>- 1 136,4</i>	<i>- 1 236,4</i>	<i>- 1 230,2</i>	<i>- 1 289,7</i>
<i>produits pétroliers</i>	<i>- 1 001,3</i>	<i>- 1 013,9</i>	<i>- 1 094,2</i>	<i>- 1 068,5</i>
<i>produits alimentaires</i>	<i>- 925,2</i>	<i>- 1 317,9</i>	<i>- 1 315,3</i>	<i>- 959,5</i>
<b>Balance des services</b>	<b>- 1 374,6</b>	<b>- 1 303,4</b>	<b>- 1 313,2</b>	<b>- 1 227,8</b>
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 818,2</i>	<i>- 928,7</i>	<i>- 913,4</i>	<i>- 866,9</i>
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 893,7</b>	<b>- 904,9</b>	<b>- 985,8</b>	<b>- 1 189,3</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 175,8</i>	<i>- 228,0</i>	<i>- 299,3</i>	<i>- 428,9</i>
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>- 300,1</b>	<b>- 309,2</b>	<b>- 337,8</b>	<b>- 402,7</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>88,6</b>	<b>86,5</b>	<b>94,4</b>	<b>64,3</b>
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>150,9</i>	<i>158,7</i>	<i>167,5</i>	<i>104,6</i>
<b>Autres secteurs</b>	<b>- 388,7</b>	<b>- 395,8</b>	<b>- 432,1</b>	<b>- 467,0</b>
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>104,6</i>	<i>107,6</i>	<i>115,0</i>	<i>120,7</i>
<b>b - Compte de capital</b>	<b>111,8</b>	<b>84,7</b>	<b>105,2</b>	<b>177,0</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>- 496,6</b>	<b>- 1 356,2</b>	<b>- 1 164,2</b>	<b>- 1 657,1</b>
Investissements directs	- 173,6	- 264,2	- 433,4	- 201,7
Investissements de portefeuille	- 783,6	- 888,7	- 9,6	- 669,2
Autres investissements	463,5	- 203,8	- 721,4	- 786,2
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>102,2</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>- 2,9</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 1,5</b>	<b>0,0</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>- 3,7</b>	<b>284,5</b>	<b>477,7</b>	<b>642,3</b>
<b>Taux de couverture <sup>a)</sup></b>	<b>108,5</b>	<b>100,8</b>	<b>107,1</b>	<b>105,7</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 3,6</b>	<b>- 2,3</b>	<b>- 3,4</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,9</b>	<b>1,4</b>	<b>1,8</b>

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.



### Côte d'Ivoire – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	3 431	4 482	4 346	5 086
Moyen terme	2 194	2 012	2 714	2 869
Long terme	275	294	239	271
<b>Total</b>	<b>5 900</b>	<b>6 788</b>	<b>7 299</b>	<b>8 226</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

### Côte d'Ivoire – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Opérations de trésorerie et interbancaires	1 379	1 888	2 137	Opérations de trésorerie et interbancaires	2 190	2 312	2 520
Opérations avec la clientèle	7 133	7 688	8 627	Opérations avec la clientèle	8 506	9 496	11 558
Opérations sur titres et diverses	3 181	3 426	4 695	Opérations sur titres et divers	467	504	534
Valeurs immobilisées	418	448	476	Provisions, fonds propres et assimilés	948	1 139	1 323
<b>Total</b>	<b>12 112</b>	<b>13 452</b>	<b>15 935</b>	<b>Total</b>	<b>12 112</b>	<b>13 452</b>	<b>15 935</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

### Côte d'Ivoire – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>66,6</b>	<b>63,3</b>	<b>61,7</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>14,7</b>	<b>18,9</b>	<b>18,3</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>21,0</b>	<b>29,4</b>	<b>30,6</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>9,0</b>	<b>8,9</b>	<b>8,7</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>2,9</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>64,8</b>	<b>67,6</b>	<b>69,0</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2018	2019	2020
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>1 383</b>	<b>1 954</b>	<b>1 456</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	13	15	15
Produits sur opérations avec la clientèle	647	698	746
Produits sur opérations sur titres et diverses	158	194	229
Produits sur opérations de change	522	989	430
Produits sur opérations hors bilan	19	19	19
Produits sur prestations de services financiers	17	17	16
Autres produits d'exploitation bancaire	8	27	8
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	- 2	- 5	- 7
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>721</b>	<b>1 223</b>	<b>662</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	70	79	63
Charges sur opérations avec la clientèle	139	158	185
Charges sur opérations sur titres et diverses	13	13	13
Charges sur fonds propres et assimilés	4	4	4
Charges sur opération de change	482	948	384
Charges sur opérations hors bilan	1	9	1
Charges sur prestations de services financiers	6	9	8
Autres charges d'exploitation bancaire	5	4	4
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>662</b>	<b>731</b>	<b>794</b>
4. Produits accessoires nets	38	42	58
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>700</b>	<b>773</b>	<b>852</b>
6. Frais généraux	395	417	441
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	45	45	48
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>259</b>	<b>312</b>	<b>362</b>
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	97	73	105
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	1	5	7
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>164</b>	<b>244</b>	<b>265</b>
12. Résultat exceptionnel net	3	1	7
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	28	30	30
<b>15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>139</b>	<b>215</b>	<b>243</b>

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	<b>9,6</b>	<b>9,9</b>	<b>11,6</b>
<b>Rapport de liquidité</b>	<b>109,1</b>	<b>100,5</b>	<b>104,7</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019	2020
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base <i>Tier 1</i> (FPB (T1))	96	96	85
Ratio de fonds propres ( <i>Common Equity Tier 1</i> ) ( $\geq 5,625$ %)	76	84	85
Ratio de fonds propres de base (T1) ( $\geq 6,625$ %)	72	84	85
Ratio de solvabilité global ( $\geq 8,625$ %)	72	80	85
Norme de division des risques ( $\leq 65$ %)	68	92	67
Ratio de levier ( $\geq 3$ %)	84	84	85
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	100	88	93
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ( $\leq 15$ % FPB (T1))	100	100	93
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs (FPE))	100	100	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation ( $< 15$ % FPB (T1))	92	96	85
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ( $< 100$ % FPB (T1))	100	100	93
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ( $< 20$ % FPE)	96	96	85
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ( $\geq 50$ %)	88	84	85
Coefficient de liquidité ( $\geq 50$ %)	96	88	85

Source : Commission bancaire de l'UMOA.